

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 11/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Derichebourg ESKA

172 RUE DU LADHOF
68000 Colmar

Références : 0006702047_2023_10_02_ESKAColmar_ViACCODEEE
Code AIOT : 0006702047

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2023 dans l'établissement Derichebourg ESKA implanté 172 RUE DU LADHOF ZI EST 68000 Colmar. L'inspection a été annoncée le 29/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre d'une action nationale sur les déchets d'équipements électriques et électroniques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Derichebourg ESKA
- 172 RUE DU LADHOF ZI EST 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006702047
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une installation de regroupement, de transit et de tri de déchets.

Les déchets accueillis sont des ferrailles, des métaux, des batteries et des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE).

Le seul traitement des déchets réalisé au sein des installations consiste en l'oxycoupage pour le découpage de pièces métalliques de grande taille.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative ;
- Eco-organisme ;
- Traçabilité des déchets ;
- Conditions de transit des DEEE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|--|-----------------------|
| 8 | Dispositions relatives à la composition des EEE et à l'élimination des DEEE | Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I | / | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |
| 9 | Admission des déchets | Arrêté préfectoral du 17 septembre 2014, article 8.2.1 | / | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |
| 10 | Surveillance des rejets d'eaux pluviales | Arrêté préfectoral du 17 septembre 2014, article 9.2.2 | / | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1 | Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE | Décret du 06/06/2018, article Annexe | / | Sans objet |
| 2 | Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE | Décret du 02/03/2023, article Annexe | / | Sans objet |
| 3 | Existence d'un contrat avec un éco-organisme | Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1 | / | Sans objet |
| 4 | Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45 | / | Sans objet |
| 5 | Traçabilité des déchets | Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43 | / | Sans objet |
| 6 | Transferts d'EEE usagés | Code de l'environnement du 19/08/2014, article R. 543-206-2 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------|---|--|-------------------|
| 7 | Conformité des transferts | Règlement européen du 22/12/2020, article Règlement 1013/2006 article 1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle n'a pas donné lieu à des observations particulières concernant la gestion des DEEE.

Il a toutefois donné lieu aux observations suivantes :

- certaines parties de la surface imperméabilisée sont dégradées. Il appartient à l'exploitant de justifier que les surfaces conservent leur imperméabilité ;
- il a été constaté la présence de déchets dangereux dans des dépôts de ferrailles. L'exploitant a remédié à la situation. Il lui appartient toutefois de mettre en œuvre des dispositions visant à assurer la conformité des déchets déposés ;
- la fréquence de surveillance des rejets d'eaux pluviales n'a pas pu être respectée compte tenu des conditions météorologiques. Il convient que l'exploitant fasse réaliser une nouvelle analyse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Décret du 06/06/2018, article Annexe |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Classification de l'installation contrôlée sous la rubrique 2711 |
| <p>Prescription contrôlée : 2711. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être entreposé étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ : régime de l'enregistrement 2. Supérieur ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³ : régime de la déclaration avec contrôle périodique |
| <p>Constats : L'arrêté préfectoral du 17 septembre 2014 indique que, pour la rubrique 2711, les installations relèvent du régime de la déclaration avec un volume de 250 m³.</p> <p>Au cours du contrôle, il a été indiqué que le volume entreposé est au maximum d'environ 160 m³ (évacuation de deux à trois camions par mois, à raison de 80 m³ par camion environ). Le registre des déchets sortants confirme cette fréquence d'évacuation des DEEE.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence de deux alvéoles d'entreposage des DEEE. Le volume entreposé est conforme à la prescription.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

| |
|--|
| Référence réglementaire : Décret du 02/03/2023, article Annexe |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Classification de l'installation contrôlée sous la rubrique 2791 |
| Prescription contrôlée : 2791. Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 : La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j : régime de l'autorisation 2. Inférieure à 10 t/j : régime de la déclaration avec contrôle périodique |
| Constats : D'après l'arrêté d'autorisation du 17 septembre 2014, les installations sont classées à autorisation pour la rubrique 2791 (50 tonnes par jour). Toutefois, le traitement des déchets ne concerne pas les DEEE. Il n'a pas été constaté de traitement des DEEE au cours de la visite. |
| Observations : Les installations de broyage prévues dans l'autorisation n'ont pas été mises en service. Le seul traitement réalisé sur le site concerne l'oxycoupage de pièces métalliques de grande taille. Si l'exploitant souhaite un allègement des prescriptions compte tenu des activités réellement réalisées sur le site, il lui appartient de déposer un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Existence d'un contrat avec un éco-organisme

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé |
| Prescription contrôlée : II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat. III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits. IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II. V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les |

| |
|--|
| documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1. |
| S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix. |
| Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques. |
| La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. |
| Constats : L'exploitant dispose de contrats avec deux éco-organismes (Ecologic et Ecosystem). Les déchets gérés dans l'établissement sont couverts par les contrats. Les déchets sont envoyés pour traitement sur un site du même groupe situé à Strasbourg. Celui-ci dispose d'un contrat avec un éco-organisme. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets |
| Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. |
| Constats : Il a été constaté l'utilisation de trackdéchets pour la traçabilité des sorties de déchets dangereux. Les DEEE y sont également déclarés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Traçabilité des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – registre chronologique |

| |
|---|
| Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. |
| Constats : L'exploitant a présenté un registre des déchets entrants et un registre des déchets sortants. Les DEEE sont déclarés sous les rubriques 20 01 35* et 20 01 36. Les registres présentés n'appellent pas de remarque. |
| Observations : Les DEEE ne sont pas identifiés dans le registre des déchets entrants. L'exploitant indique qu'ils entrent dans des lots de déchets mixtes et qu'ils font l'objet d'un tri sur le site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Transferts d'EEE usagés

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2014, article R. 543-206-2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Document justifiant du transfert d'EEE usagés vers l'étranger |
| Prescription contrôlée : I. – Afin de pouvoir faire la distinction entre des équipements électriques et électroniques et des déchets d'équipements électriques et électroniques, lorsqu'il déclare son intention de transférer ou qu'il transfère des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur tient à disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 et chargés du contrôle des dispositions de la présente sous-section les documents suivants à l'appui de cette déclaration : 1° Une copie de la facture et du contrat relatif à la vente ou au transfert de propriété de l'équipement électrique et électronique, indiquant que celui-ci est destiné à être réemployé directement et qu'il est totalement fonctionnel ; 2° Une preuve d'évaluation ou d'essais, sous la forme d'une copie des certificats d'essais ou autres preuves du bon fonctionnement, pour chaque article du lot, et un protocole comprenant toutes les informations consignées conformément au II du présent article ; 3° Une déclaration du détenteur qui organise le transport des équipements électriques et électroniques, indiquant que le lot ne contient aucun matériel ou équipement constituant un déchet au sens de l'article L. 541-1-1. En outre, il assure une protection appropriée contre les dommages pouvant survenir lors du transport, du chargement et du déchargement, en particulier au moyen d'un emballage suffisant et d'un empilement approprié du chargement. II. – Afin de démontrer que les objets transférés sont des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur effectue des tests afin de s'assurer du bon fonctionnement de chacun d'entre eux et évalue la présence de substances dangereuses. Il consigne le résultat de ces tests et évaluations et établit un procès-verbal d'essai par équipements électriques et électroniques comportant les informations suivantes : 1° Le nom de l'article (nom de l'équipement, s'il est énuméré à l'annexe II ou IV de la directive 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques, selon |

| |
|--|
| <p>le cas, et catégorie visée à l'annexe I ou III de la même directive, selon le cas) ;</p> <p>2° Le numéro d'identification de l'équipement (numéro de type), le cas échéant ;</p> <p>3° L'année de production si elle est connue ;</p> <p>4° Le nom et l'adresse de l'entreprise chargée d'attester le bon fonctionnement ;</p> <p>5° La date et les résultats des essais ;</p> <p>6° Le type d'essais réalisés.</p> <p>Avant tout transfert transfrontière, ce procès-verbal d'essai est fixé solidement, mais de manière non permanente, soit sur l'équipement électrique et électronique lui-même s'il n'est pas emballé, soit sur son emballage, de façon à pouvoir être lu sans déballer l'équipement.</p> <p>III. – Chaque chargement d'équipements électriques et électroniques usagés transféré doit être accompagné :</p> <p>1° D'un document de transport pertinent, comme une lettre de voiture internationale, dite CMR, prévue par la convention relative au contrat de transport international de marchandises par route ;</p> <p>2° D'une déclaration de la personne habilitée sur sa responsabilité.</p> <p>Constats : L'exploitant a déclaré ne pas effectuer de transfert de DEEE vers l'étranger. Le registre des déchets sortants ne mentionne pas de sortie vers d'autres pays pour la période contrôlée, allant de début juillet à fin septembre 2023.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |
|--|

N° 7 : Conformité des transferts

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 22/12/2006, article Règlement 1013/2006 article 1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des transferts au règlement UE 1013/2006 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Le présent règlement établit les procédures et les régimes de contrôle applicables au transfert de déchets, en fonction de l'origine, de la destination et de l'itinéraire du transfert, du type de déchets transférés et du type de traitement à appliquer aux déchets sur leur lieu de destination.</p> <p>Constats : L'exploitant a déclaré ne pas effectuer de transfert de DEEE vers l'étranger. Le registre des déchets sortants ne mentionne pas de sorties vers l'étranger pour la période contrôlée, allant de début juillet à fin septembre 2023.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 8 : Dispositions relatives à la composition des EEE et à l'élimination des DEEE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I |
|---|

| |
|---|
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions relatives à la composition des EEE et à l'élimination des DEEE</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> -pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs. -couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none"> -la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ; -l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ; -l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses). <p>2. Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ; -les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ; -les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ; -elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur |
| <p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que les DEEE sont entreposés sur des zones imperméables. Les alvéoles étant remplies sur toute leur longueur, l'état du sol n'a pas pu être apprécié. L'Inspection note toutefois que le revêtement présente d'importantes fissures au niveau des voies de circulation et dans les zones situées devant les alvéoles d'entreposage. L'exploitant a indiqué que les fissures ne concernent pas toute l'épaisseur du revêtement. Il précise que le revêtement a une épaisseur de 30 à 40 cm et que les fissures ont une profondeur d'environ une dizaine de cm. Ces éléments n'ont pas pu être vérifiés.</p> <p>Un pont bascule est situé à l'entrée du site.</p> <p>Le site est équipé d'un séparateur à hydrocarbures. Celui-ci a fait l'objet d'un entretien le 26 septembre 2023. Les bordereaux de suivi des déchets associés ont été présentés.</p> <p>De plus, les rejets d'eau pluviale font l'objet d'une surveillance. L'exploitant a présenté le rapport du 19 avril 2023.</p> |
| <p>Observation : Il appartient à l'exploitant de justifier, dans un délai d'un mois, que le caractère imperméable du revêtement est bien conservé dans les zones de fissuration (diagnostic, photos, ...).</p> <p>Dans tous les cas, il appartient à l'exploitant de réaliser un entretien des voiries et des aires d'entreposage afin d'assurer la pérennité de l'imperméabilité des surfaces.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

Constat complémentaires (hors action DEEE)

N° 9 : Admission des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 17 septembre 2014, article 8.2.1 |
| Thème(s) : Admission des déchets |
| Prescription contrôlée : 8.2.1 – Matières entrantes dans l'installation Seuls pourront être acceptés sur l'installation les métaux ou les déchets de métaux non dangereux, ainsi que les alliages de métaux ou les déchets d'alliage de métaux non dangereux. Aucun déchet dangereux ne doit être accepté dans l'installation. |
| Constats : Au cours de la visite des installations, il a été constaté la présence de bidons de produits dangereux dans un dépôt de ferrailles, dont certains étaient ouverts (ils comportaient les pictogrammes signalant un caractère inflammable, corrosif et nocif ou irritant). Les contenants de produits dangereux constituent également des déchets dangereux. L'exploitant a transmis une photo justifiant du retrait des bidons concernés du stock de ferrailles, ainsi qu'une copie d'un courriel transmis au producteur de déchets. |
| Observation : Il appartient à l'exploitant de s'assurer du respect de ces prescriptions dans le cadre de l'admission de déchets. Il est rappelé que l'article 8.2.2 de l'arrêté du 17 septembre 2014 dispose que « [...] <i>un contrôle visuel du type de matières reçues est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les informations préalablement délivrées</i> ». Il convient que l'exploitant informe l'Inspection des dispositions mises en œuvre afin de respecter les prescriptions des articles 8.2.1 et 8.2.2 dans un délai d'un mois. |
| Type de suites proposées : Avec suite |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délai : 1 mois |

N° 10 : Surveillance des rejets d'eaux pluviales

| |
|---|
| Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 17 septembre 2014, article 9.2.2 |
| Thème(s) : Admission des déchets |
| Prescription contrôlée : La surveillance des rejets est réalisée suivant les paramètres, fréquences fixées ci-après : Rejet nord Substances : DCO, DBO5, MES, Azote global (exprimé en N), Phosphore total (exprimé en P), indice phénols, Chrome hexavalent et composés (en Cr), Chrome et composés (en Cr), Cyanures totaux, AOX, Arsenic, Métaux totaux, Fluor et composés (en F), Hydrocarbures totaux, Cuivre et composés (en Cu), Nickel et composés (en Ni), Zinc et composés (en Zn), Manganèse et composés (en Mn), étain et composés (en Sn), Fer, Aluminium et composés (en Fe + Al), Plomb et composés (en Pb), PCB (congénères : 28, 52, 101, 138, 153, 180 et 194) Paramètres : concentrations Fréquence de l'auto-surveillance : trimestrielle |

Constats :

Il a été constaté que le dernier contrôle a été réalisé le 19 avril 2023.
La fréquence de surveillance prévue n'est pas respectée.

L'exploitant a indiqué que les conditions météorologiques n'ont pas permis de prélever suffisamment d'eau au cours des second et troisième trimestre. Des tentatives ont été réalisées en juin, juillet et début octobre, mais elles n'ont pas permis de recueillir le volume nécessaire.

Observation :

Observation 1 : il appartient à l'exploitant de faire réaliser une nouvelle analyse dans le délai indiqué ci-dessous et de communiquer les résultats à l'Inspection.

Observation 2 : L'analyse réalisée le 19 avril 2023 a mis en évidence des concentrations importantes en Fer (12 mg/L). Il appartient à l'exploitant de s'assurer du respect des valeurs limites prescrites à l'article 4.3.1 de l'arrêté du 17 septembre 2014 lors de la prochaine campagne d'analyse.

Dans tous les cas, il convient qu'il présente à l'Inspection, des dispositions visant à limiter les émissions de substances indésirables.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délai : 1 mois